

Gagnon, Robert et Denis Goulet. *La formation d'une élite. Les bourses d'études à l'étranger du gouvernement québécois (1920-1959)*. Montréal, Boréal, 2020, 544 p.

Daniel Poitras

Volume 75, numéro 3, hiver 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092173ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092173ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poitras, D. (2022). Compte rendu de [Gagnon, Robert et Denis Goulet. *La formation d'une élite. Les bourses d'études à l'étranger du gouvernement québécois (1920-1959)*. Montréal, Boréal, 2020, 544 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 75(3), 94–96. <https://doi.org/10.7202/1092173ar>

Gagnon, Robert et Denis Goulet. *La formation d'une élite. Les bourses d'études à l'étranger du gouvernement québécois (1920-1959)*. Montréal, Boréal, 2020, 544 p.

Si les livres d'historiens se lisaient comme des contes, celui-ci pourrait bien se terminer par : « De retour de l'étranger, il entama une longue et fructueuse carrière et contribua à construire le Québec moderne. » Cette trame devenue classique sert de fil conducteur à Robert Gagnon et Denis Goulet, qui analysent les trajectoires scientifiques et professionnelles des boursiers du Québec ayant fréquenté des universités européennes et américaines de 1920 à 1959. Les auteurs sont sensibles aux itinéraires de formation mais aussi aux carrières des boursiers afin de mettre en lumière les impacts de leur séjour d'études sur le développement d'une sphère ou d'une autre de la société québécoise. Sans surprise, ils découvrent que plusieurs ont occupé des postes importants en politique, dans l'industrie, les arts, les médias et, bien entendu, à l'université. Les historiens ne cachent pas leur ambition : démontrer que ces boursiers, largement méconnus, ont été des « agents du changement au Québec » (p. 17). Cette thèse se déploie comme une chaise pliante tout au long du livre, qui met en scène les tribulations de la modernisation du Québec grâce à la contribution de ses élites.

Gagnon et Goulet retracent pour la période 1920-1939 — caractérisée par le phénomène des « retours d'Europe » — les tractations diplomatiques qui ont mené, de Québec à Paris, à la création des bourses, et ils analysent les enjeux de leur attribution en fonction du statut social et des réseaux (ou encore du patronage) dont bénéficiaient les candidats au sein d'un système qui favorisait bien entendu la reproduction des élites — ou encore l'émergence d'élites mieux formées issues largement des classes privilégiées. La seconde période (années 1940 et 1950), caractérisée par les « retours d'Amérique », confirme l'influence du monde universitaire américain sur le développement du Québec, dont la proximité avec le nord des États-Unis se révèle un atout. Les auteurs utilisent leurs vastes connaissances institutionnelles pour ancrer les circulations en Europe et aux États-Unis dans les pratiques des institutions de savoir qui émergent alors. Ils démontrent avec moult exemples ce que la création de plusieurs disciplines, et encore plus la valorisation d'un certain éthos scientifique, doivent à ces boursiers et aux expériences, savoirs et réseaux qu'ils ont acquis à l'étranger et adaptés au Québec.

En tout, c'est 1 069 bourses d'études à l'étranger qui seront décernées sur l'ensemble de la période. Un certain travail quantitatif sert d'armature

à l'ouvrage afin d'illustrer les priorités des gouvernements. Ceux-ci privilégient les nouvelles disciplines émergentes, celles qui ont un besoin criant de spécialistes, à une époque où le jeune doctorant envoyé à l'étranger est assuré, à son retour, d'obtenir un poste de professeur. Sauf pour les disciplines artistiques, peu de femmes (18 %) obtiennent ces bourses. Les auteurs s'efforcent néanmoins de retracer leur parcours, souvent difficile d'accès compte tenu des itinéraires professionnels interrompus de plusieurs d'entre elles, à une époque où on décourageait les femmes de poursuivre une carrière.

La forme de l'ouvrage, particulière, peut surprendre. Si de courtes parties introductives présentent les enjeux, les programmes de bourse et les conditions ou besoins propres à différents domaines, le gros de l'ouvrage est composé de portraits d'une à deux pages des boursiers et boursières, classés selon leur champ de spécialisation. Ce que le livre y gagne en valeur informative — pensons à l'immense travail de recherche, que l'on devine fort frustrant, effectué par les auteurs pour retrouver ces boursiers dans les archives —, il le perd toutefois en rythme et en analyse. En effet, on reste souvent sur sa faim. Le grenier est bien rempli, mais il faut se charger soi-même de la cuisine. Pourtant, les auteurs annonçaient plusieurs pistes prometteuses, comme d'évaluer en quoi les caractéristiques des boursiers, notamment leur habitus social et culturel ou leur genre, ont « limité ou élargi le champ des possibles » (p. 18), ou encore comment les chocs culturels vécus par les boursiers ont affecté leur parcours (p. 278). Le premier chapitre (« La création des bourses d'Europe », p. 29-79) emprunte une voie plus analytique, mais c'est l'exception par rapport à la forme de l'ensemble. En général, on se retrouve plutôt devant un matériau qui sera extrêmement utile pour les spécialistes mais un peu moins accrocheur pour les autres.

Un grand absent du livre — hormis pour le premier chapitre — concerne les expériences de voyage elles-mêmes des boursiers et boursières. Au-delà de leurs tribulations scientifiques et professionnelles — et les auteurs tendent à télescoper les accomplissements ultérieurs des boursiers sur leurs séjours d'étude —, c'étaient également des étudiants étrangers projetés dans un milieu à la fois confrontant et stimulant qui les amenait à réévaluer leur place dans le monde et leur représentation du Québec. Admettons que la forme « dictionnaire biographique » et la quantité de cas traités rendaient cette exploration difficile. Il s'agit de la rançon du pari documentaire ambitieux des auteurs, qui n'en parviennent pas moins à insérer dans une trame cohérente — quoique classique — les quelque

mille vies débusquées dans les archives. Il est à souhaiter que d'autres ouvrages — à l'image de celui de François-Olivier Dorais et Daniel Poitras sur les expériences américaines des chercheurs canadiens-français, et de celui de Micheline Cambron et Daniel Poitras sur l'histoire transnationale de l'Université de Montréal — approfondissent cette dimension. Quoi qu'il en soit, le livre de Robert Gagnon et Denis Goulet deviendra un précieux outil pour les chercheurs intéressés par le champ encore jeune des circulations transnationales universitaires entre le Québec et le monde.

DANIEL POITRAS
Chercheur indépendant

Gettler, Brian. *Colonialism's Currency. Money, State and First Nations in Canada 1820-1950*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2020, 302 p.

L'examen d'un certain type d'archive, produite par la magistrature ontarienne à la fin du 19^e siècle, révèle l'existence d'un discours qui soutient que les Premières Nations n'ont aucune conscience de la valeur de l'argent : « *very little idea of the value of money or currency* » (p. 6). Cette vision raciste et réductrice a teinté durant plus d'un siècle les rapports que les sphères coloniales et politiques ont entretenus avec les Premières Nations du territoire que l'on nomme aujourd'hui Canada. La monographie de Brian Gettler, à la fois pertinente et nécessaire, est une contribution majeure à l'historiographie, particulièrement vigoureuse au cours des dernières années, qui retrace le développement du système financier public. *Colonialism's Currency* fait également écho au tournant sociologique dans l'étude de l'économie. Au croisement de l'histoire économique, politique, sociale et culturelle, l'approche préconisée par Gettler étend la compréhension de l'argent au-delà de sa dimension purement économique. L'historien conçoit cette monnaie d'échange comme un instrument qui vise, entre autres, à forcer l'intégration des Premières Nations à l'économie de marché capitaliste et au projet colonial et national canadien. Divisé en trois parties et six chapitres, l'ouvrage relate plus de cent ans d'histoire de l'utilisation de l'argent par les entreprises privées et par l'État dans leurs rapports commerciaux avec les Premières Nations et étudie les effets de l'introduction des pratiques pécuniaires européennes et eurocanadiennes sur les réalités vécues notamment par les commu-